



## Article court : La collecte des données criminologiques dans une ville d'Afrique centrale : une expérience d'accès difficile d'un terrain policier

Désiré Karume Lugerero<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Doctorant en criminologie à l'Université Libre de Bruxelles Belgique

Contact : [desire.karume.lugerero@ulb.be](mailto:desire.karume.lugerero@ulb.be)

### Résumé

Bien qu'il soit largement reconnu dans la littérature universitaire occidentale sur les études policières que l'accès à une organisation aussi secrète et insulaire est difficile, des recherches empiriques menées en Afrique montrent que ce défi n'est pas propre aux forces de police occidentales. En effet, des dynamiques similaires sont observées à travers le continent, souvent intensifiées par les contextes socio-politiques spécifiques dans lesquels ces études sont menées. Dans le cas de notre travail de terrain, la crise sécuritaire prolongée dans l'Est de la République Démocratique du Congo au cours des trois dernières décennies a engendré une profonde méfiance envers les institutions chargées de la sécurité, y compris la police. Cet article examine de manière critique le processus complexe et souvent ardu d'engagement du chercheur sur un terrain policier au regard de ce contexte spécifique, processus nécessitant l'adoption de stratégies adaptées pour contourner les obstacles administratifs, éviter les canaux officiels et, dès lors, s'éloigner des approches de recherche conventionnelles.

### Mots clés

Police, terrain de recherche difficile

Collecting criminological data in a Central African city: an experience of difficult access from a police field

### Abstract

While it is broadly acknowledged in Western police studies that penetrating this secretive organization is challenging, empirical research conducted in Africa reveals that this issue is not confined to Western police forces. Indeed, similar dynamics are observed across the continent, often exacerbated by the specific contexts of the study environments. In the case of our fieldwork, the ongoing security crisis in the eastern Democratic Republic of Congo over the past three decades has fostered deep mistrust towards security institutions, including the police. This article delves into the challenges encountered when entering the police field in this context, which compelled the researcher to develop specific strategies to navigate around administrative barriers, circumvent official channels, and avoid well-trodden paths

### Keywords

Police, challenging fieldwork environment

**Citation :** Karume Lugerero, D.(2025) Article court : La collecte des données criminologiques dans une ville d'Afrique centrale : une expérience d'accès difficile d'un terrain policier. *Criminologie, Forensique et Sécurité*, 3 (2) : 6061.

## Introduction

Cette contribution est basée sur la communication faite au XVIII<sup>ème</sup> colloque de l'Association internationale des criminologues de langue française (AICLF) organisé à l'Université de Liège en Belgique, du 21 au 23 mai 2024. Le titre de ce colloque « Criminologie des terrains, terrains de criminologie » invitait les participants à une réflexion sur la pluralité des terrains criminologiques dans des contextes diversifiés et dans un monde en pleine mutation. En ce qui nous concerne, il s'agit ici de partager une expérience de terrain réalisée dans une unité de police criminelle à l'est de la République démocratique du Congo (RDC) où a été effectuée, dans le cadre de la collecte des données de thèse réalisée à l'Université Libre de Bruxelles, une immersion de quatorze mois pour observer les pratiques policières dans le traitement des dossiers judiciaires. La collecte des données sur ce terrain policier s'est déroulée en deux phases : une première phase de huit mois allant de mai à décembre 2022 et une deuxième phase allant de juillet à novembre 2023.

La difficulté d'accéder à un terrain policier, décrit parfois comme fermé, n'est pas une réalité nouvelle et ressemble à certains lieux d'enquête qui « font figure des bastions imprenables » (Arborio et Fournier 2021,19). Quelques travaux sur la police en tant qu'institution montrent qu'il n'est pas facile de pénétrer cette organisation, qui se veut secrète et résiste au regard extérieur du public. En effet, comme le rappelle Monjardet, « la police est une institution close, peu encline à la transparence et à l'ouverture » (cité par Jobard et Maillard, 2015). Cette réalité de l'institution policière des pays occidentaux s'observe aussi au sein de la police nationale congolaise, surtout celle déployée à l'est du pays, considéré comme « une zone rouge »<sup>1</sup>.

L'article s'articule autour de quatre points suivants : 1°) le contexte particulier de l'est de la RDC, 2°) l'entrée sur le terrain policier avec des difficultés d'accès, 3°) des contraintes constatées sur ce terrain et 4°) quelques spécificités du terrain.

## Le contexte particulier de l'est de la RDC

Depuis plus de trois décennies, l'est de la RDC connaît une situation d'insécurité que l'ONU considère comme « une crise humanitaire de longue date souvent ignorée par la communauté internationale »<sup>2</sup>. Celle-ci est caractérisée par les attaques et incursions des rebelles et les déplacements des populations, s'accompagnant de vols, de meurtres, et de violences sexuelles<sup>3</sup> et d'autres types (Verweijen, 2019). En novembre 2021, soit quatre mois seulement avant le

début de notre terrain, une incursion sanglante<sup>4</sup> des rebelles dits « wazalendo »<sup>5</sup> a eu lieu dans la ville où nous allons effectuer notre terrain de recherche, faisant plus de neuf morts selon les chiffres officiels<sup>6</sup>. Parmi les personnes tuées, il y a eu un policier. Même si la police et l'armée ont réussi à repousser les rebelles hors de la ville, cette attaque a laissé des traces au sein des forces de sécurité et a contribué à accroître leur méfiance à l'égard des personnes extérieures. C'est dans ce contexte que nous avons commencé la collecte des données.

## Entrée sur le terrain policier

Entre janvier et avril 2021, nous avons réalisé une pré-enquête et avons sollicité la possibilité de revenir collecter des données après un séjour de recherche de six mois en Belgique. Les responsables de l'unité de police criminelle ont donné leur accord. Cependant, au retour en RDC, la réalité sera différente, et les deux lettres de soutien (celle de ma promotrice de thèse et celle de notre université d'attache) n'ont pas suffi à convaincre les policiers de nous laisser commencer notre terrain en avril 2022.

Pendant plusieurs jours, nous avons alterné formalités administratives et contournement des procédures officielles afin d'accéder aux autorités policières, tout en étant prudents, car un refus pouvait conduire à abandonner le projet de recherche<sup>7</sup>. Nous avons donc mis en œuvre une stratégie combinant démarches formelles (consistant à déposer notre dossier au secrétariat provincial de la police) et démarches informelles (consistant à chercher des personnes dans le réseau policier pouvant nous aider à faire parvenir le dossier à la hiérarchie policière pour qu'il soit traité dans un délai raisonnable). Nous sommes ainsi allés plusieurs fois au secrétariat provincial de la police et avons essayé de rencontrer le Général commissaire provincial pour lui parler de notre situation en lui adressant des demandes d'audiences deux mardis de suite (le jour où il reçoit des personnes civiles), obtenu son numéro de téléphone et essayé trois fois d'aller le rencontrer à son bureau. Le tout sans succès. Nous nous sommes même adressés à un Colonel responsable de l'Administration qui nous a envoyés au bureau du Colonel commissaire provincial adjoint en charge de la police judiciaire, car ce dernier était, selon lui, plus accessible, et à même de parler de la situation à son supérieur, dans la mesure où les deux avaient le même grade (Colonel 3 étoiles). Ce fut un coup dans l'eau, car l'adjoint refusa.

Finalement, c'est la rencontre avec un ancien compagnon de chant à la chorale, et qui travaille déjà à la fonction publique, qui va permettre de résoudre le problème. Le bureau de la fonction publique se trouve en effet en face des bureaux de la direction provinciale la police et il dit qu'il nous a aperçus faire des allers-retours à la police

<sup>1</sup> Concept utilisé par les policiers parfois originaires de l'ouest de la RDC mais déployés à l'Est du pays pour y exercer leur mission. Ils se considéraient comme ayant un double travail par rapport à leurs collègues qui sont dans d'autres zones d'intervention. Les « Zones rouges » englobent les provinces de l'Est de la RDC où il y a une insécurité et des combats avec les groupes armés. Il s'agit entre autres de la Province du Nord-Kivu, celle du Sud-Kivu où se trouve notre terrain de recherche, celle du Maniema, celle de l'Ituri, et enfin, celle du Tanganyika.

<sup>2</sup> Organisation des Nations Unies, (2023), L'actualité mondiale Un regard humain, disponible sur <https://news.un.org/fr/story/2023/06/1136467> consulté le 29/04/2024 à 11h13

<sup>3</sup> Ces violences sexuelles constituent une arme de guerre contre la quelle se battent plusieurs congolais dont le plus célèbre médecin gynécologue de l'Est de la RDC Denis Mukwege Mukengere qui a eu le prix Nobel de la paix en 2018.

<sup>4</sup> Marie-France Cros (2021), <https://afrique.lalibre.be/65170/rdcongo-une-attaque-rebelle-contre-bukavu-est-en-cours/>

<sup>5</sup> Ce mot issu du swahili, langue locale, veut dire en français « les patriotes ». Il s'agit d'un groupe qui était perçu à l'époque de manière négative et qui refusait l'autorité de l'Etat et la gestion des institutions par les animateurs en place. Depuis quelques mois, une loi a été votée au parlement pour que certains de ces groupes soient constitués en « soldats de réserve » au sein de l'armée loyaliste.

<sup>6</sup> Effectif donné par les autorités provinciales de cette période.

<sup>7</sup> Cette stratégie est le fruit des échanges avec le co-promoteur qui maîtrise bien le milieu et les contours administratifs pour y avoir mené ses propres recherches doctorales dans le même contexte.

depuis deux semaines. Nous lui avons parlé alors de notre projet de recherche et de la demande déposée au secrétariat de la police. Il dit qu'il connaît le parsec (secrétaire particulier) du Général. Il lui écrit un message sur le champ et nous donne son numéro de téléphone portable pour le contacter en son nom<sup>8</sup>. Le soir même, les échanges avec le secrétaire particulier ont conduit celui-ci à placer notre dossier, déjà sur son bureau, en « haut de la pile », dans le signataire présenté le surlendemain au Général. Deux jours après, le parsec nous a appelés pour venir récupérer le dossier qui est déposé au Colonel commissaire provincial adjoint qui a alors appelé le Colonel responsable adjoint de la police criminelle pour nous confier à lui.

## Un terrain des contraintes

Tenant compte de ce qui précède, l'entrée sur le terrain a été caractérisée par trois types de contraintes.

La première contrainte est liée au contexte de la région et du milieu caractérisé par l'insécurité, l'instabilité, et au milieu policier lui-même manifestant une méfiance vis-à-vis des personnes extérieures, surtout en cette période qui a été précédée par une incursion des rebelles dans la ville. Les policiers disaient ainsi craindre l'infiltration des rebelles se faisant passer pour des chercheurs en vue de collecter des informations sur les services de sécurité en province. À cela s'ajoute une méfiance du milieu universitaire en raison de la possibilité de rallier les étudiants à la cause rebelle.

La deuxième difficulté d'entrer sur le terrain est complémentaire à la première et elle était liée au *contexte du commissariat provincial de la police*. Ce commissariat provincial a été attaqué par des rebelles évoqués plus haut (mais qui n'ont pas réussi à entrer dans ses locaux) et qui voulaient s'emparer des armes gardées dans le dépôt de la police. En outre, en raison du policier tué lors de cette incursion, les policiers se devaient d'être très prudents.

Enfin, la troisième difficulté est liée au statut du chercheur non policier dans un terrain policier, et de surcroît un chercheur en criminologie dans un milieu où plusieurs personnes établissent des frontières très floues entre *criminologue et criminel*<sup>9</sup>. En effet, dans ce milieu, certaines personnes considèrent le criminologue comme le chasseur des criminels alors que d'autres le considèrent comme celui qui a appris à commettre les crimes, celui qui « sait tuer ». Et certains enquêtés n'hésitent pas à dire « tu es criminologue ! Donc tu sais tuer ! ». Ici, il faut souligner que ce qui finalement nous a permis de sortir de l'impasse, ce ne sont pas tant nos « stratégies », que la chance (une rencontre au bon moment) et notre réseau de connaissance (la rencontre d'un ami qui a lui-même un ami bien

placé). La recherche c'est aussi être au bon endroit au bon moment et savoir saisir des opportunités !

## Des particularités liées au contexte local

Il nous a été donné de constater plusieurs particularités.

### L'oralité

Sur un terrain africain où l'oralité occupe une place importante, commencer à écrire ou à enregistrer peut parfois être vu comme une rupture du cadre normal, naturel, dans lequel vivent les enquêtés. En effet, lors de la collecte des données, écrire ou enregistrer est perçu par plusieurs enquêtés comme le « début des choses sérieuses ». Dès ce moment, chacun est sur ses gardes et évite de dire des paroles qui peuvent se « retourner contre lui ».

Sur notre terrain, certains enquêtés n'étaient pas prêts à se laisser enregistrer. D'autres qui ont accepté l'enregistrement ont cependant préféré limiter celui-ci à certaines parties de leur discours. D'autres encore ont souhaité que ce qui est mis par écrit passe d'abord par une forme de *filtre*, en décidant ce qu'ils voulaient que le chercheur retienne. Ils n'ont pas hésité à dire : « attendez d'abord », « n'écrivez pas encore » « coupez l'enregistreur », « supprimez ça... »<sup>10</sup>.

### Le langage policier

Sur le terrain, nous avons découvert un langage propre au milieu policier congolais, forme de jargon professionnel qui induit des pratiques particulières s'écartant des normes qui régissent l'institution. Ainsi, le concept de « rapport »<sup>11</sup> a plusieurs sens pour nos acteurs (Malukisa Nkuku, 2017). Lorsqu'on a été envoyé dans une mission, on doit ainsi « donner rapport au chef » c'est-à-dire donner un document écrit, passer et expliquer oralement de quoi il s'agit, et éventuellement remettre une enveloppe contenant de l'argent.

### Le statut du chercheur confondu avec les stagiaires

Dans l'unité où nous avons fait le terrain, les enquêtés sont habitués à recevoir des stagiaires venant des institutions d'enseignement supérieur et universitaire de la ville pour un stage d'un mois. Ces stagiaires font les tours des bureaux et parfois des unités, et aident les policiers à ranger les documents administratifs (surtout les registres), les classeurs dans des étagères. Ces stagiaires restent parfois avec le « chargé de stage » qui les oriente vers d'autres bureaux. Par contre, il est rare qu'il y ait des chercheurs qui viennent pour une longue durée<sup>12</sup>, qui accompagnent aussi bien les officiers de police judiciaire et les commandants que les « éléments » (agents

<sup>8</sup> Il s'agit ici d'une forme de recommandation verbale, fréquemment utilisée en RDC, qui permet à deux personnes, parfois qui ne se connaissent pas, d'entrer en contact par l'intermédiaire d'une tierce personne qui connaît les deux.

<sup>9</sup> Dans le milieu où nous avons mené nos recherches, certaines informations mettant en cause les personnes détenant le pouvoir peuvent être « dangereuses » pour la personne qui les divulgue. Certains de nos enquêtés ont peur des représailles et ont préféré à certains moments se taire pour leur sécurité. C'est le cas de Zacharie, un opérateur économique qui a été tué chez lui non loin d'un grand bureau de la police, mais dont personne ne veut évoquer l'enquête liée à son assassinat car on soupçonne l'implication d'hommes politiques puissants

<sup>10</sup> « Cunga kwanza, Usiandike kwanza, zimisha enregistreur, vuta bile... », Ces impératifs étaient utilisés par certains de nos enquêtés

<sup>11</sup> Voir aussi à ce sujet, Albert Malukisa Nkuku (2017) ; Michel Thill (2021, 36) considère cela comme des « pressions » et du « harcèlement » que les policiers subissent de la part de leurs chefs hiérarchiques et qu'eux-mêmes font subir à la population civile en quête de leur service.

<sup>12</sup> Il faut préciser ici que nous avons demandé aux autorités policières et obtenu l'autorisation de faire la recherche à la police pendant une durée de dix-huit mois répartis sur trois ans, soit six mois chaque année.

sans grade et sans fonction précise), et « engagés sans cesse dans de multiples interactions » (Olivier de Sardan, 2008, 51). Le « chargé de stage » nous a ainsi signifié que c'était la première fois qu'il recevait « un chercheur de ce genre dans (leur) unité »<sup>13</sup>. Cela a pu constituer pour nous une difficulté, car les policiers qui nous confondaient avec les stagiaires avaient tendance à nous confiner dans un bureau. Et cette confusion des rôles a pu expliquer aussi qu'au début de la recherche, les agents avaient à notre égard une attitude qu'on peut qualifier de « froide »<sup>14</sup>. Au fil du temps, les policiers ont fini par s'habituer à notre présence quasi quotidienne.

### La culture du « don »

L'autre particularité de ce terrain est que dans la région, si l'on est bien éduqué, on ne peut pas s'asseoir avec des personnes et échanger avec elles sans leur acheter à boire ou à manger (de l'eau, du jus, de la bière et/ou de la nourriture) ou leur donner la somme d'argent équivalente pour les « frais de transport » ; c'est le terme utilisé par les policiers, même si, en réalité l'argent n'est pas utilisé pour cette fin. Sans cela, la personne peut accepter un premier échange avec le chercheur, mais se rendra indisponible ensuite. Ayant constaté cette attitude et connaissant ces habitudes du milieu, il a fallu prévoir chaque jour de terrain une somme d'argent (allant de 10 à 20 dollars américains). S'il nous arrivait de ne pas donner cette somme certains jours, à chaque entretien avec un agent en particulier, nous devions lui laisser cette somme. Quand il arrivait qu'il n'y ait pas de carburant à mettre dans les motos, le Colonel responsable de l'unité venait nous demander un soutien financier. La disponibilité de cet argent et la possibilité de le donner tout en étant disposé à leur expliquer que, parfois, nous n'en disposions pas, nous a beaucoup rapproché des enquêtés.

Nous évitions d'une part qu'ils nous considèrent comme quelqu'un qui a de l'argent à distribuer où à donner à chaque fois qu'ils en demandent, et d'autre part, comme « Liboko flambeau » qu'on peut traduire littéralement par « main fermée », terme qu'ils utilisent pour qualifier les personnes avares (en référence à la main fermée tenant un flambeau qu'on trouvait sur plusieurs monuments caractéristiques du régime de l'ancien président Mobutu !). En effet, lorsqu'ils considèrent quelqu'un comme « Liboko flambeau », tout le monde l'évite et il est difficile de s'ouvrir à lui. Ce qualificatif est parfois attribué à certains avocats qui ne leur donnent pas d'argent. L'attitude qui nous était la plus favorable est celle de rester dans une posture intermédiaire, c'est-à-dire de leur donner un peu d'argent quand c'était possible, tout en étant clair sur le fait que ce n'était pas toujours le cas.

S'il peut y avoir un débat éthique sur cette forme de « gratification », il faut rappeler que cette pratique est tellement enracinée dans la culture locale que nous avons plus accordé la priorité à la qualité des données fournies par les enquêtés, en acceptant, selon les circonstances du moment, de nous adapter à leur situation ou de prendre nos distances.

<sup>13</sup> Cela a constitué pour nous une difficulté énorme d'autant plus que la seule référence à laquelle les policiers nous rattachaient est celle des stagiaires qui viennent pour quelques jours. Ils avaient tendance à chercher à nous confiner dans un bureau plutôt que de rester dans le hangar central. Le refus de ce confinement dans un bureau, constituait une forme de gêne pour nos enquêtés.

<sup>14</sup> Ces attitudes peuvent trouver une explication dans les formes des « résistances que la police peut exprimer à l'égard d'un regard extérieur » (Jobard et Maillard, 2015, 10).

### Les rapports police- population

Une autre particularité de ce terrain de recherche c'est la relation de méfiance existant entre les citoyens et l'État, qui se manifeste dans les relations tendues entre la population et la police. Il découle de nos observations que, même si la police traite les plaintes déposées par la population, on ne lui envoie que des « cas difficiles » c'est-à-dire des cas qui n'ont pas trouvé de solution dans les dialogues dans les communautés. Ces plaignants ont alors recours à la police comme *instrument ou moyen de contrainte*. Dans des pays dits « démocratiques » la police est régulièrement appelée pour participer à la gestion des problèmes (et conflits) des citoyens. On a recours à une police de proximité. Par contre, en RDC, et particulièrement dans notre zone de recherche, la police n'est appelée que lorsque les citoyens eux-mêmes ne réussissent pas à gérer leurs problèmes. Et parfois croiser les policiers sur son chemin, surtout pendant la nuit, conduit à prendre la fuite de peur d'être rançonné ou d'être arbitrairement arrêté, comme nous l'ont fait savoir certaines personnes en détention à la police. La police est plutôt vue exclusivement comme une police de répression.

### Conclusion

Depuis plusieurs décennies, les policiers congolais, comme d'ailleurs tous les autres fonctionnaires de l'État, sont sous-payés, voire pas payés du tout, et cela les place dans une forme de débrouillardise qui les pousse à mettre la recherche de l'argent au cœur de leurs activités professionnelles et de leurs pratiques. L'expérience de terrain dans un environnement policier à l'est de la République démocratique du Congo permet d'identifier ces pratiques et de comprendre comment ils les insèrent dans leur *culture professionnelle*, que celles-ci s'écartent des normes qui les régissent ou non. Si le début de notre enquête sur le terrain de recherche à la police a présenté de nombreuses difficultés, une fois sur place avec eux, les contacts se sont rapidement améliorés, et des données de qualité ont pu être collectées.

### Références

- Arborio A-M et Fournier P., (2021), *L'Observation directe*, 5<sup>e</sup> éd., Paris, Armand Colin.
- Cros M-F. (2021), <https://afrique.lalibre.be/65170/rdcongo-une-attaque-rebelle-contre-bukavu-est-en-cours/>
- Jobard F. et Maillard J., (2015), *Sociologie de la police. Politiques, organisations et réformes*, Paris, Armand-Colin
- Malukisa Nkuku A, (2017), « Courtoisie routière » à Kinshasa et à Lubumbashi : un instrument politique pour le maintien de l'ordre public,
- Olivier de Sardan J-P, (2008), *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, LLN, Academia-Bruylant.
- ONU, (2023), L'actualité mondiale. Un regard humain, disponible sur <https://news.un.org/fr/story/2023/06/1136467>
- Thill M., (2019), *Un système d'insécurité. Comprendre la violence et la criminalité urbaine à Bukavu*, Rapport de recherche du projet Usalama, <https://riftvalley.net/wp-content/uploads/2020/02/Un-systeme-dinsecurite-par-Michel-Thill-RVI-Projet-Usalama-2019.pdf>

Verweijen J. (2019), *Villes violentes, société violente. Analyser la violence urbaine dans l'Est du Congo*, Rapport de recherche du projet Usalama, <https://riftvalley.net/publication/villes-violentes-societe-violente-analyser-la-violence-urbain-dans-lest-du-congo/>